(DR)

Par
MICHÈLE COTTA

Le nouveau défi de François Fillon

Pour sa rentrée médiatique, après de courts vœux aux Français sans fioritures et sans sourire, François Fillon a réaffirmé sur TF1 qu'il ne dévierait pas de la ligne qu'il avait tracée au moment de sa large victoire à la primaire de la droite. Certes il a bien admis qu'il avait, parlant de la nécessaire réforme de la Sécurité sociale, fait une erreur concernant le remboursement par l'Assurance-maladie des seuls « gros risques » ou longues ou graves maladies. Que cette erreur étant désormais gommée, retirée de son programme – et de son site personnel –, on ne pouvait plus guère l'accuser de vouloir privatiser la Sécurité sociale et organiser un déremboursement massif.
Sur le reste, François Fillon le dit en privé comme en public, il ne compte pas reculer sur ce qui fait le corps de son programme– celui qui l'a permis d'écraser ses concurrents à la primaire: il reste fixé sur la surpression en 5 ans de 500000 fonctionnaires, ou encore sur le passage de ceux qui restent de 35 à 39 heures. Il n'y aura donc sans doute pas de négociations pied à pied avec les centristes, dont le patron Jean-Christophe Lagarde disait encore mardi que certaines mesures envisagées par François Fillon le gênaient.

« Brutal, son programme ? Non, plaide-t-il, il a été mis en œuvre dans d'autres pays européens sans susciter de gigantesque mouvement social. »

Brutal, son programme? Non, plaide-t-il, c'est un programme qui a été mis en œuvre dans d'autres pays européens, dont l'Allemagne, sans susciter de gigantesques mouvements sociaux. En attendant, en France, ses mesures les plus libérales, suppression du tiers payant généralisé ou diminution du nombre des fonctionnaires, suscitent déjà l'opposition de près de deux tiers des Français.
La France décidemment n'est pas l'Allemagne. La raison essentielle qui pousse François Fillon à rester droit dans ses bottes est sa conviction que, de compromis en concession, les hommes politiques ont perdu leur crédibilité, bref, que c'est en cherchant à arranger les choses qu'on finit par être paralysé. C'est bien sur ce terrain que l'attend Marine Le Pen, qui concentre ses attaques sur le candidat de la droite, en le doublant avec maestria... sur sa gauche: retraite à 60 ans, temps de travail à 35 heures, les mesures préconisées par la patronne du FN pourraient l'être par les représentants de l'extrême gauche à la prochaine présidentielle, Philippe Poutou ou Nathalie Arthaud. En se déclarant plus sociale que François Fillon, Marine Le Pen oblige celui-ci, même et surtout s'il ne veut pas changer de langage, à offrir un profil plus rassurant aux électeurs de la droite.
C'est pour cette raison qu'il s'est défini hier comme gaulliste (il l'avait déjà fait avec succès lors du dernier débat télévisé de la primaire) et surtout comme chrétien, c'est à dire ne prenant jamais, au grand jamais, *« une décision contraire au respect et à la dignité humaine »*. Pas sûr que cette profession de foi suffise à désarmer Marine Le Pen. Rassurer son électorat sans reculer, tel est désormais le nouveau défi de François Fillon.